

Renégociation de l'ALENA : principaux enjeux

Conseil fédéral

15 au 17 mars 2017



Pourquoi parlons-nous de l'ALENA?

- Promesse de Donald Trump de renégocier l'ALENA
- Selon lui, cet accord est une catastrophe pour les États-Unis
- L'ALENA, qui a permis la délocalisation de millions d'emplois au Mexique, bénéficie surtout aux Mexicains
- Promesse de Trump de retirer les États-Unis de l'accord s'il ne parvient pas à une entente favorable aux Américains

Qu'est-ce que l'ALENA?

- Entré en vigueur en 1994, l'ALENA est un accord commercial de deuxième génération conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique
- Il régit le commerce des biens et des services entre les parties, ainsi que les investissements.
- L'ALENA comporte un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États
- La région couverte par l'ALENA compte 485 M de personnes (Canada : 35 M; États-Unis : 320 M; Mexique : 127 M)

Rappel des propositions de la Coalition québécoise sur les négociations trinationales (CQNT)

- « Des échéanciers, des financements compensatoires et des mécanismes d'ajustement pour permettre aux entreprises et aux travailleurs des trois pays appelés à se recycler de s'ajuster à l'ouverture des marchés »
- « Des dispositions et des mesures visant l'allégement du fardeau de la dette extérieure du Mexique qui constitue un obstacle au développement et le désavantage au Canada et aux États-Unis »

Rappel des propositions de la Coalition québécoise sur les négociations trinationales (CQNT)

- « Ajout de dispositions concernant les droits du travail afin de garantir
 - le droit à la syndicalisation, à la négociation collective et à la grève
 - la fin immédiate du travail des enfants, notamment au Mexique
 - le relèvement des niveaux des salaires au Mexique pour réduire les écarts salariaux entre les trois pays
 - l'égalisation des salaires pour un travail de valeur égale, et ce, sans égard au sexe
 - l'égalité des droits des immigrants et immigrantes
 - la création d'emplois »

Rappel des propositions de la Coalition québécoise sur les négociations trinationales (CQNT)

- « En ce qui concerne les droits sociaux
 - reconnaître les droits de tous et toutes à des services de santé et d'éducation adéquats, au logement, à la sécurité
 - fixer au niveau du pays le plus avancé les programmes de base auxquels chaque pays doit souscrire (vs nivellement par le bas) »

Rappel des propositions de la Coalition québécoise sur les négociations trinationales (CQNT)

- « Enfin, pour ce qui est des droits humains individuels et collectifs
 - protéger les droits inaliénables de liberté de parole, de presse et d'association, le droit à des procès équitables pour tous
 - reconnaître le droit fondamental des femmes à l'autonomie, au travail, à une vie digne et à la sécurité à la protection contre la violence, publique ou familiale; accès garanti aux services (santé, avortement, garderies) qui leur permettront l'exercice de ces droits et la pleine participation à la vie sociale
 - reconnaître des droits des nations et ethnies de l'Amérique du Nord, tout particulièrement ceux des autochtones »

L'administration Trump menace de sortir les États-Unis de l'ALENA. Faut-il s'en inquiéter?

En vertu de l'article 2205 de l'ALENA

« Une Partie pourra se retirer du présent accord six mois après avoir signifié un avis écrit de retrait aux autres Parties. Si une Partie se retire de l'accord, celui-ci demeurera en vigueur pour les Parties subsistantes. »

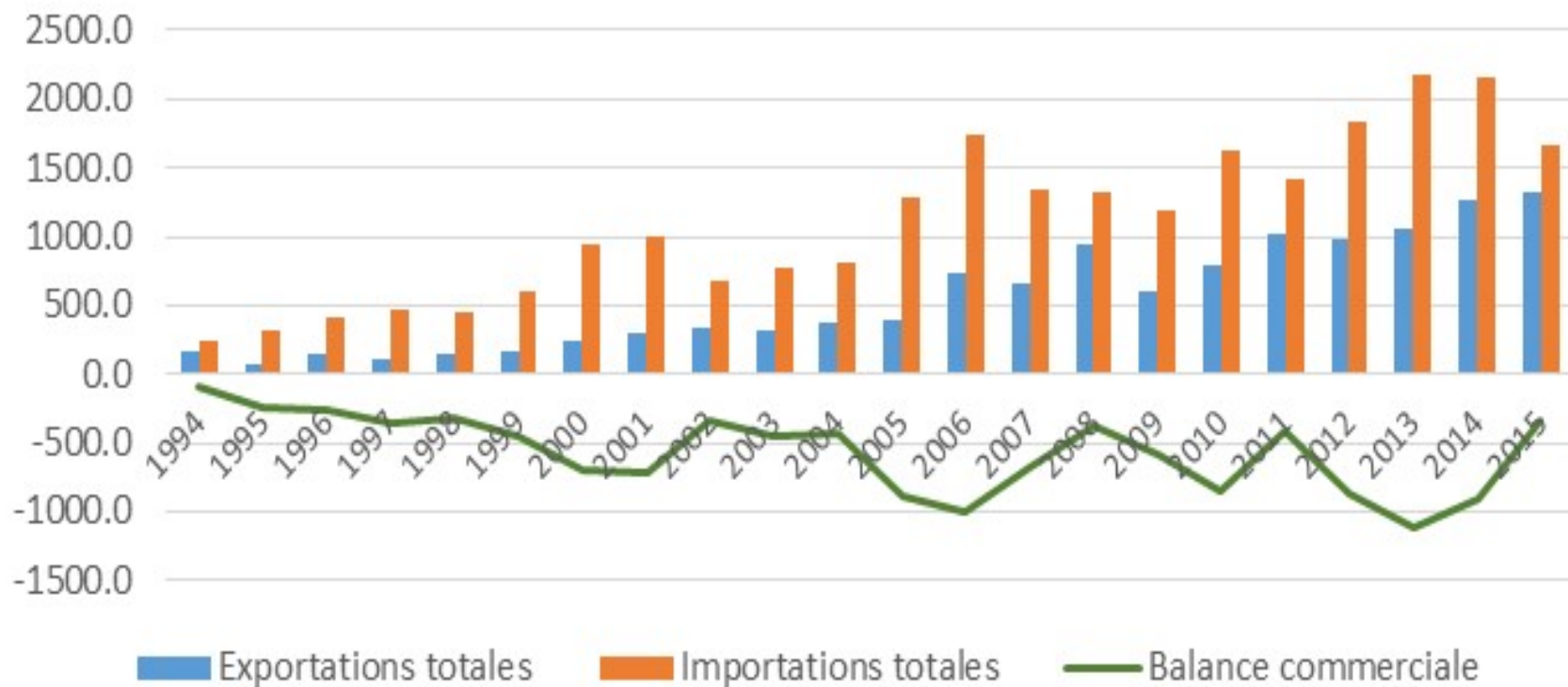
Échanges entre le Québec et ses partenaires de l'ALENA

Québec-Mexique :

- En 1994, nos échanges avec le Mexique représentent 0,4 % de nos exportations (170 M\$) et 0,8 % de nos importations (250 M\$)
- En 2015, ces échanges représentent 1,6 % de nos exportations (1,3 G\$) et 2,1 % de nos importations (1,6 G\$)
- Pour la période 1994-2015, croissance annuelle de nos exportations de 10,3 % et croissance des importations de 9,4 %
- Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, nos échanges avec le Mexique ont crû de plus de 600 %

Graphique 1

Échanges commerciaux du Québec avec le Mexique de 1994 à 2015 (M\$)



Source : Industrie Canada, données sur le commerce en direct

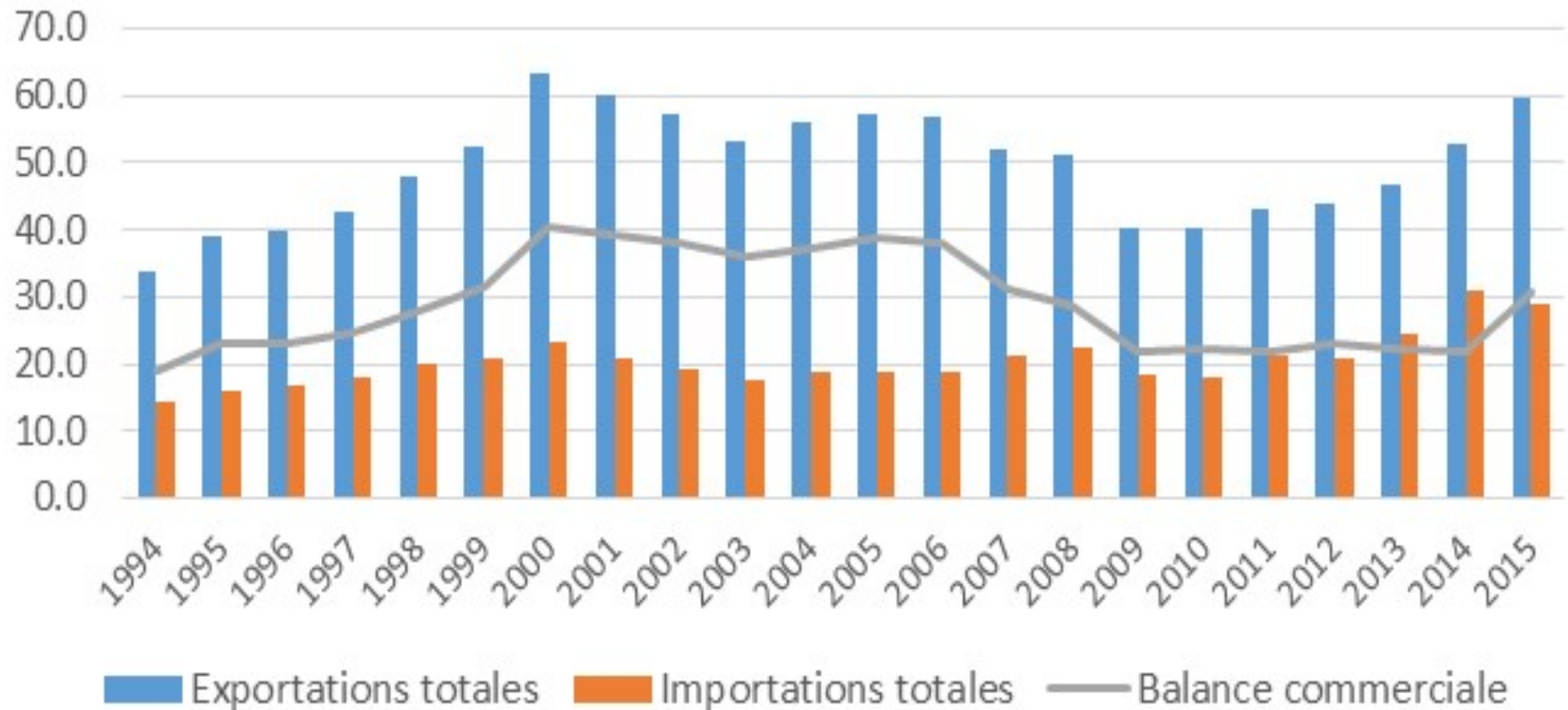
Échanges entre le Québec et ses partenaires de l'ALENA

Québec–États-Unis :

- En 1994, nos échanges avec les États-Unis représentent 81,7 % de nos exportations (33,5 G\$) et 44,6 % de nos importations (14,5 G\$)
- En 2015, ces échanges représentent 72,4 % de nos exportations (59,4 G\$) et 36,7 % de nos importations (28,8 G\$)
- Pour la période 1994-2015, croissance annuelle de nos exportations de 2,8 % et croissance de nos importations de 3,3 %
- 20 % du PIB québécois repose sur les exportations vers les États-Unis

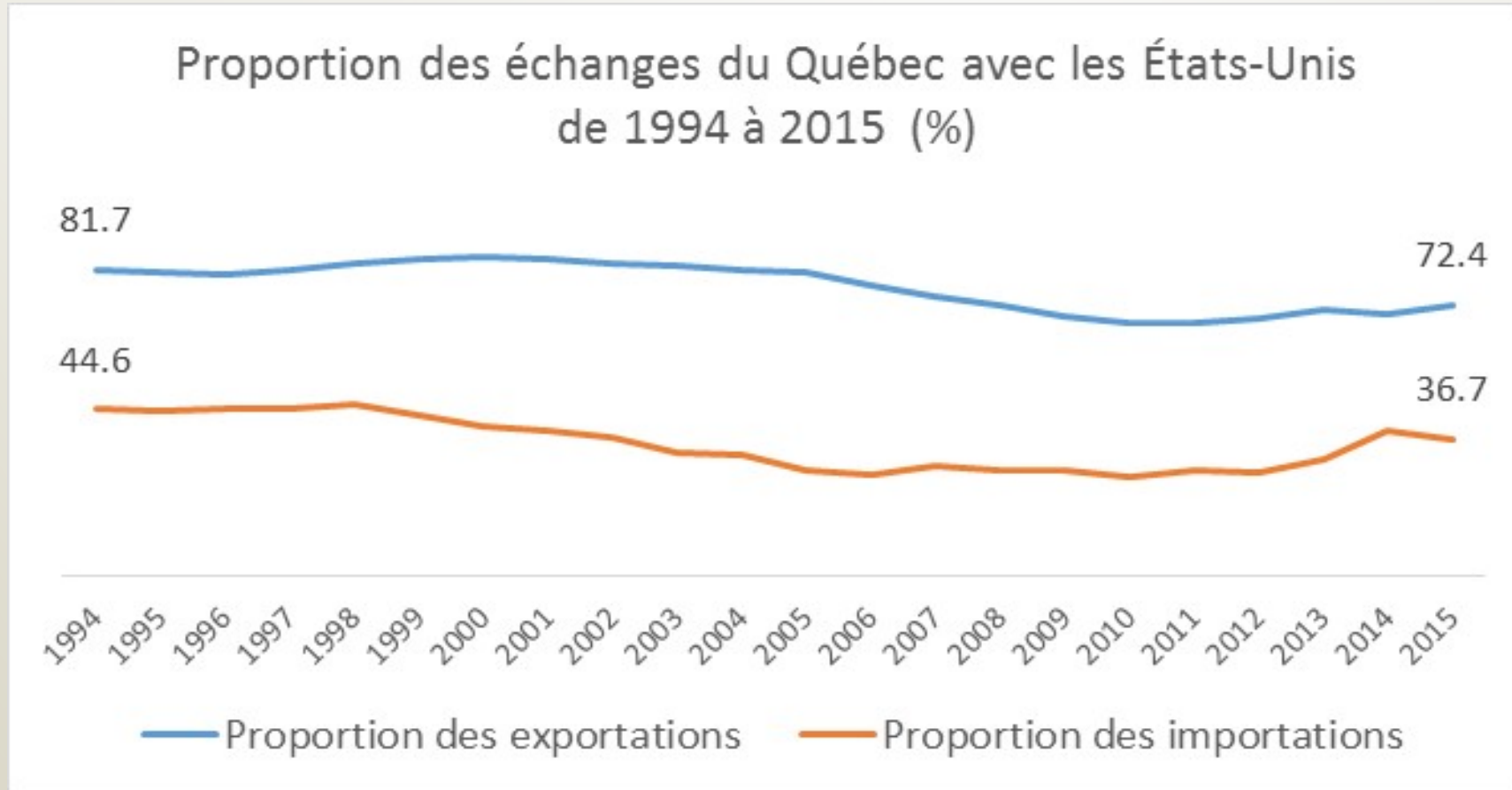
Graphique 2

Échanges commerciaux du Québec avec les États-Unis de 1994 à 2015 (G\$)



Source : Données sur le commerce en direct (site consulté le 06 février 2017)

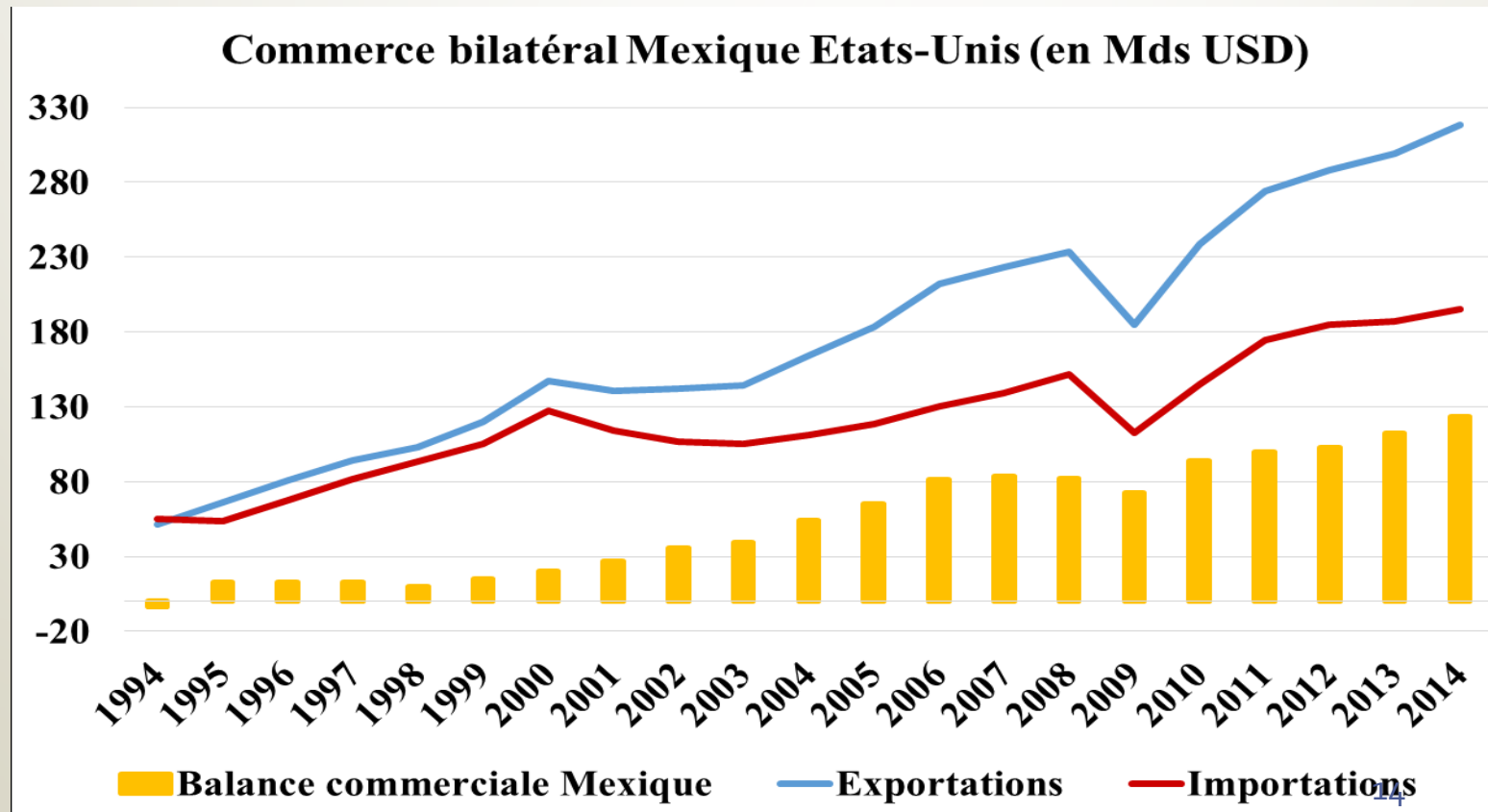
Graphique 3



Source : Industrie Canada, données sur le commerce en direct

Relations États-Unis–Mexique

Graphique 4



Relations États-Unis–Mexique

- Les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Mexique ont été multipliés par près de 5 en 20 ans
- Les États-Unis sont le 1^{er} client du Mexique (80,2 % des exportations en 2014) et son 1^{er} fournisseur (48,8 % des importations)
- Environ 40 % des produits manufacturés américains exportés au Mexique et 70 % des importations américaines du Mexique sont issus d'échanges intra-entreprises
- Avec l'ALENA, le Mexique semble intégrer la chaîne de valeur nord-américaine

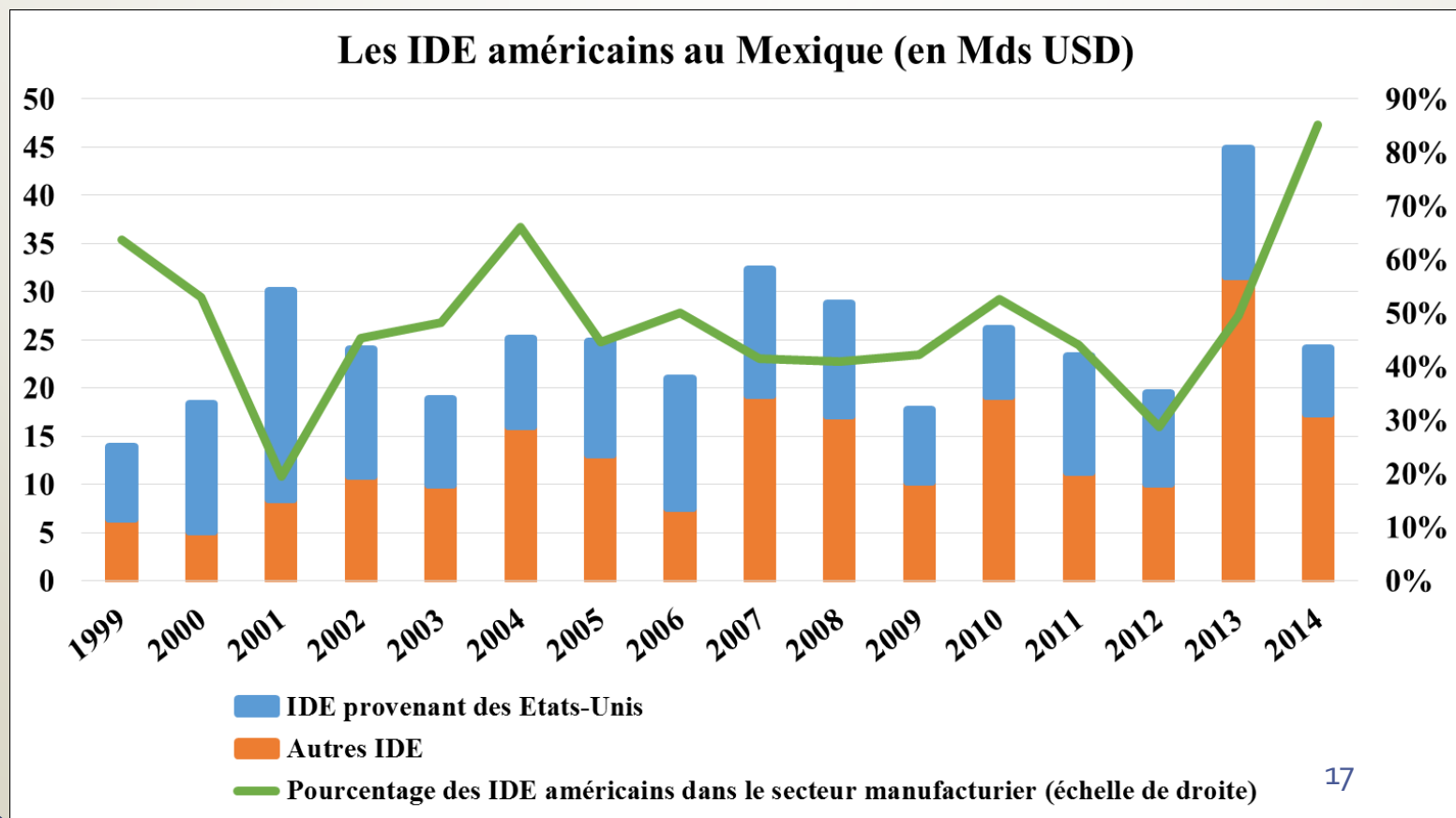
Relations États-Unis–Mexique

- Un grand nombre d'entreprises américaines profitent de l'ALENA pour délocaliser leurs activités à faible valeur ajoutée et à fort contenu de main-d'œuvre
- Sur les 4 premiers constructeurs d'automobile au Mexique, 3 sont américains : Chrysler, Ford et General Motors
- En 2014, ils représentent 50,4 % de la production mexicaine et 54,7 % des exportations
- 80 % des automobiles produites au Mexique sont destinées à l'exportation

Relations États-Unis–Mexique

Graphique 5

Le Mexique a reçu 172 G\$ d'investissements directs à l'étranger (IDE) des États-Unis depuis 2000, soit 45,7 % du total reçu



Relations États-Unis–Mexique

Tableau 1

PIB par habitant (\$ US constant 2005)

| | 1994 | 2015 | TCAM en % |
|--------------------|--------|--------|-----------|
| Canada | 36 893 | 50 001 | 1,5 |
| États-Unis | 38 105 | 51 486 | 1,4 |
| Mexique | 7 869 | 9 517 | 0,9 |
| PIB Can./PIB Mex. | 4,7 | 5,3 | |
| PIB É.-U./PIB Mex. | 4,8 | 5,4 | |

Source : Banque mondiale

- Pour la période 1994-2015, la croissance annuelle du PIB par habitant du Mexique (0,9 %) est inférieure à celle des autres partenaires de l'ALENA
- Elle est aussi inférieure à celle du PIB pour la période 1973-1993, estimée à 1,5 %

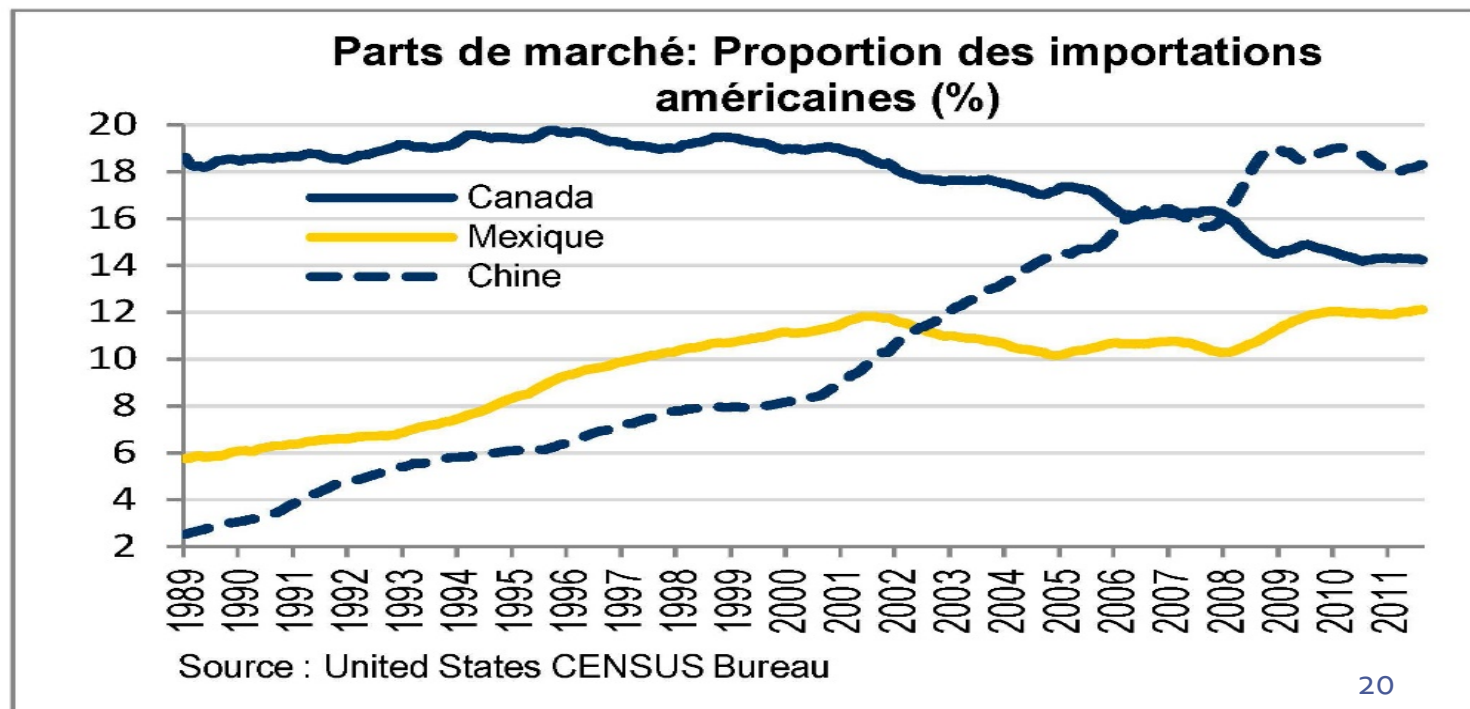
Situation mexicaine depuis l'ALENA

- Croissance économique lente
- Plus grande dépendance à l'égard des États-Unis
- Appauvrissement de la population accompagné d'une forte hausse des inégalités de revenus (le salaire minimum au Mexique a même diminué en termes réels depuis 1994)
- Précarité des conditions de travail dans les *maquiladoras* (fournisseurs regroupés près de la frontière entre le Mexique et les États-Unis qui représentent près de 25 % de l'emploi dans le secteur manufacturier du Mexique)
- Forte prévalence de l'activité informelle
- Perte de souveraineté alimentaire (le Mexique importe 43 % de ses produits de première nécessité)
- Faible capacité de l'État à fournir un accès adéquat à des services publics de qualité (éducation, santé)

La Chine : l'éléphant dans la pièce

- L'accession de la Chine à l'OMC a changé la donne en matière de commerce dans la zone ALENA

Graphique 6



Renégociation de l'ALENA : les critiques du modèle

- Limiter la capacité d'intervention des États (la crainte de poursuites pousse les gouvernements à s'autocensurer; menace pour la démocratie)
- Permettre aux multinationales de poursuivre les États lorsqu'elles jugent que les politiques mises en place font obstacle à leurs investissements (ch. 11 de l'ALENA)
 - Lone Pine Resources Inc. c. le Gouvernement du Canada (Québec) : interdiction permanente de forer pour trouver du pétrole ou du gaz naturel dans l'estuaire du Saint-Laurent (250 M\$ CA)
 - AbitibiBowater Inc. c. le Gouvernement du Canada (Terre-Neuve) : perte de droits de coupe et d'accès à l'eau (règlement de 130 M\$ CA)

Renégociation de l'ALENA : les critiques du modèle

- Accroître les déséquilibres entre les droits des investisseurs et ceux des travailleuses et des travailleurs : aucun résultat avec l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT)
- Instrument qui s'inscrit dans une stratégie néolibérale favorisant
 - La précarisation de l'emploi (délocalisations, sous-traitance, restructurations, intégrations)
 - La croissance des inégalités (au Québec : hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne, en termes réels, de seulement 2,5 % entre 1994 et 2012)
 - L'affaiblissement de nos systèmes de protection sociale et la dégradation de l'environnement

Renégociation de l'ALENA : principaux atouts du Québec

- L'économie québécoise et celle des États-Unis sont très intégrées
- Aux États-Unis, quelque 40 % des produits manufacturés exportés au Canada et environ 50 % des produits importés du Canada sont issus d'échanges intra-entreprises
- Le Québec contribue aux chaînes d'approvisionnement de l'économie américaine
- En 2015, 36,7 % des importations québécoises proviennent des États-Unis (30 G\$)
- 9 millions d'Américains ont des emplois liés au commerce avec le Canada

Tableau 2

| Les 10 premiers produits exportés du Québec aux États-Unis en 2015 | M\$ | % |
|---|--------------------------|-------------------|
| Avions/véhicules aériens (poids à vide >15 000 kg) | 2 835 368 | 4,8 |
| Alliages d'aluminium sous forme brute | 2 742 243 | 4,6 |
| Aluminium sous forme brute, non allié | 2 640 075 | 4,4 |
| Avions/véhicules aériens (poids à vide 2 001 à 15 000 kg) | 1 853 243 | 3,1 |
| Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (non brutes) autres que huiles légères | 1 423 219 | 2,4 |
| Énergie électrique | 1 406 637 | 2,4 |
| Cathodes et sections de cathodes, en cuivre affiné sous forme brute | 1 392 246 | 2,3 |
| Bois d'œuvre (conifères, épaisseur >6 mm) | 1 056 531 | 1,8 |
| Parties de turboréacteurs ou de turbopropulseurs | 830 181 | 1,4 |
| Papier journal (rouleaux, feuilles) | 823 187 | 1,4 |
| | 15 349 562 | 25,8 |
| | Tous les produits | 59 470 065 |

Source : Industrie Canada, données sur le commerce en direct

Tableau 3

Exportations québécoises aux États-Unis en 2015 : principales régions

| Région | % |
|---|-------------|
| Nouvelle-Angleterre (Maine, New-Hampshire, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut, Vermont) | 15,9 |
| Atlantique (New-York, Pennsylvanie, New-Jersey) | 21,7 |
| Centre Nord-Est (Wisconsin, Illinois, Michigan, Indiana, Ohio) | 19,6 |
| Côte Sud-Est (Delaware, Maryland, Virginie-Occidentale, Virginie, Caroline du Nord, Columbia (district), Caroline du Sud, Géorgie, Floride) | 12,5 |
| Total des principales régions | 69,7 |

Source : Desjardins, commerce Québec–États-Unis

Principaux enjeux pour le Québec

Avec sa doctrine *America First*, l'administration Trump voudra une plus grande libéralisation de l'économie canadienne

Certains secteurs semblent visés :

- La gestion de l'offre : accès accru au marché du lait, des œufs et de la volaille
- Le bois d'œuvre : plaintes déposées par l'industrie américaine
- Les marchés publics : plus grand accès aux marchés de construction publics (risque de diminution des valeurs de seuil s'appliquant aux marchés publics)
- Une révision des règles sur le marché de l'alcool : éliminer les taxes sur les bouteilles d'alcool et de vin rapportés des États-Unis
- Loi sur le développement des boissons artisanales : menace de poursuite des producteurs californiens (selon eux, le Québec discrimine les producteurs de vin étrangers avec cette loi)

Principaux enjeux pour le Québec

- Le commerce électronique : frais de douane sur l'achat en ligne valant plus de 20 \$ au Canada alors que la limite est de 800 \$ pour les États-Unis (menace pour les détaillants locaux)
- Les règles concernant les investissements : limitation de la participation étrangère (46,7 %) dans le secteur des télécommunications
- Subventions aux entreprises : aide à l'aéronautique (Bombardier)
- Les monopoles publics : tarification d'Hydro-Québec (bas prix accordés à certaines entreprises manufacturières québécoises)
- La gestion transfrontalière des données (secteur des services informatiques)

Conclusion

- Le président Trump entend réduire de façon importante le taux d'imposition des compagnies dans le but de les rapatrier en sol américain. Quels seront les enjeux pour l'emploi dans le secteur manufacturier au Québec?
- Quelle est la capacité des États-Unis de remplacer à moindre coût les produits québécois qui servent d'intrants aux produits américains?
- Dans la perspective d'une renégociation de l'ALENA, quels rôles pour la société civile, particulièrement pour les syndicats?